Lundi 17 juin 2019, 2000 « volontaires » âgé-es de 16 ans ont reçu leur paquetage et enfilé l'uniforme du Service national universel (SNU). Encadré-es par des militaires, iels sont appelé-es à prouver qu'iels sont de bon-nes citoyen-nes, en chantant la Marseillaise, en assistant au lever du drapeau mais surtout en se préparant à l'éventualité d'une "crise grave".

Mais de quelle crise parle-t-on ? Certainement pas de la crise sociale.

Non content d'avoir intégré l'état d'urgence au droit commun, de réprimer dans la violence toutes les manifestations, le gouvernement poursuit son éducation à la peur.

C'est désormais au moins 1,5 milliard d'euros qui seront consacrés à la normalisation de la chose militaire auprès de toute une classe d'âge.

Comme si la progression des idées d'extrême-droite n'était pas suffisamment inquiétante, le gouvernement se lance dans l'organisation d'un dispositif, qui fera la part belle aux idées nationalistes et militaristes. « L'universalité » vantée par ceux qui ont pensé le SNU est un signe inquiétant pour tous-tes nos camarades femmes, racisé-es, LGBTI… On n'ose imaginer le climat virilo-militariste dans lequel baigneront ces jeunes appelé-es après une journée à s'exercer au « parcours du combattant » ou au « raid commando dans la jungle, avec bivouac ». Sans parler de l'inadaptation à de nombreuses formes de handicap d'un tel projet.

Malheureusement, le SNU n'est pas qu'une expérimentation isolée. Non seulement, le dispositif a vocation à s'élargir et à se poursuivre dans la durée, avec une incitation forte à s'engager dans un « service civique », contrat précaire et sans droits attachés. C'est également la suite logique du projet de société défendu par la start-up nation. Une société à laquelle chacun-e doit constamment prouver son appartenance.

Si de nouvelles obligations nationales sont aujourd'hui faites aux plus jeunes, ce sont aussi les chômeur-ses qui, pour une misère, devront prouver chaque jour un peu plus leur bonne volonté. Ce sont les professionnel-les de la jeunesse et de l'éducation populaire qui sont oublié-es et transformé-es en precepteur-trices des conduites civiques et morales à adopter. Ce sont les enseignant-es qui ne doivent plus travailler à l'émancipation de leurs élèves et qui perdent leur droit d'expression. Ce sont les journalistes qui sont poursuivi-es pour avoir fait leur travail d'enquête. Ce sont les travailleur-euses associatif-ives qui doivent abandonner un peu plus leurs missions d'utilité publique pour répondre aux injonctions des bailleurs publics et aller chercher des financements privés. Ce sont les travailleur-ses hospitalier-es qui doivent tenir à bout de bras les services de santé, au prix de leur vie. Ce sont les institutions représentatives du personnel les plus efficaces pour défendre les travailleur-euses qui sont supprimées.

Le SNU n'est finalement qu'une nouvelle illustration des multiples tentatives d'affaiblir tous les outils et espaces de mobilisation citoyenne, en éduquant à la soumission et à la peur.

On vous laisse imaginer le nom donné à un régime politique dans lequel un gouvernement impose aux jeunes la manière dont iels doivent s'engager (en passant de l'uniforme à porter, aux drapeaux à hisser et aux chansons à chanter) et en leur interdisant l'accès au permis de conduire, à l'université ou l'inscription à des concours, s'ils n'ont pas fait leur SNU.

L'Union syndicale Solidaires

• Demande que soit mis fin immédiatement à l'expérimentation du SNU ;

• Se met à la disposition de tou·te·s les jeunes et organisations qui souhaiteraient s'y opposer et travailler à une véritable éducation populaire ;

• Demande que les 1,5 milliards (minimum !) budgétés pour le SNU soient consacrés aux services publics, notamment de santé et d’éducation.